

Suicides à France Telecom : réactions de la Bourse

France Telecom pratique une gestion managériale dangereuse pour la santé mentale de ses salariés, pouvant les mener jusqu'au suicide. Comment les actionnaires réagissent-ils à ce scandale ?

Introduction

De janvier 2008¹ à ce jour, 59 salariés de France Telecom se sont donné la mort. Pour beaucoup d'entre eux, il ne fait aucun doute que ce geste est inextricablement lié au travail². Les syndicats sont rapidement montés au créneau, dénonçant les pratiques managériales dévalorisantes et désocialisantes de l'entreprise (voir l'encadré ci-après). Quand bien même les médecins du travail lui avaient fait savoir depuis longtemps que la situation se dégradait dangereusement, la direction a difficilement reconnu sa part de responsabilité, arguant de la multiplicité et de la complexité des causes de tout suicide. Face à la pression médiatique qui menaçait la réputation du groupe, la direction a pourtant bien été obligée d'agir. Un rapport sur la souffrance au travail à France Telecom a donc été commandité à un cabinet d'expertise spécialisé³. Les conclusions, déposées le 21 mai 2010, étaient accablantes pour le groupe (voir l'encadré ci-après). La direction a alors entamé avec les syndicats des pourparlers qui ont débouché sur un « nouveau contrat social », en juillet 2010⁴. Ce plan d'action promet d'améliorer les conditions de travail et de responsabiliser les pratiques managériales au sein de France Telecom. À l'heure actuelle, des améliorations sont ressenties, mais les salariés attendent encore les

¹ Selon l'Observatoire du stress et des mobilités forcées de France Telecom, association scientifique créée en 2007 par les syndicats SUD-PTT et CFE-CGC-UNSA. Recensement consultable en ligne : http://www.observatoiredestressft.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1958:test-recensement-des-suicides-a-france-telecom-orange&catid=67&Itemid=56

² Les témoignages de l'entourage des victimes, les derniers gestes des suicidés (appeler son supérieur hiérarchique, écrire une lettre d'adieu en évoquant ses conditions de travail), le lieu du passage à l'acte (dans les locaux, en allant ou en quittant le travail), ou le moment du passage à l'acte (juste avant de reprendre le travail après une période de congés, devant ses collègues ou supérieurs, juste après une réunion stressante), sont autant d'indicateurs qui révèlent sans ambiguïté les liens entre certains suicides et le travail des victimes.

³ Technologia, France Telecom. *État des lieux sur le stress et les conditions de travail. Rapport principal*. Consultable en ligne : http://latoile.sudptt.org/IMG/pdf/FT_1-2_Principal_100521.pdf

⁴ Communiqué de presse du 21 septembre 2010 de France Telecom « France Telecom - Orange adresse le « nouveau contrat social » à chacun de ses 100 000 salariés en France ». Consultable en ligne : http://www.orange.com/fr_FR/presse/communiques/att00017089/CPNouveauContratSocialVF.pdf

grands changements promis.

Comme nous l'avons fait précédemment pour BP et la marée noire dans le golfe du Mexique⁵, l'objet de cette analyse est d'observer la réaction des actionnaires en découvrant que l'entreprise dans laquelle ils investissent adopte des pratiques néfastes pour l'homme et/ou pour l'environnement. En l'occurrence, les politiques managériales dangereuses pour la santé mentale des salariés de France Telecom. Les actionnaires sont les principales sources de financement de l'entreprise et leurs opinions ont un réel poids sur les pratiques de cette dernière. S'ils menaçaient de se retirer du capital du groupe, cela modifierait forcément les décisions de la direction. Ils pourraient ainsi faire pression pour améliorer les conditions de travail des salariés dont la productivité permet de distribuer des dividendes.

En réaction à la responsabilité de BP dans la marée noire du golfe du Mexique, les actionnaires avaient massivement vendu leurs actions, mais pas toujours pour les raisons éthiques liées aux dégâts environnementaux ou à la mauvaise gestion de la crise par l'entreprise. La valeur de l'action de BP avait en effet dégringolé très rapidement en raison des inquiétudes que nourrissaient les investisseurs au sujet de la rentabilité immédiate de leur participation au capital du groupe. En revanche, les investisseurs responsables avaient soit vendu leurs actions BP pour des motifs de responsabilité sociale, soit ils les avaient conservées pour garder les droits d'actionnaire leur permettant d'exercer une influence sur les décisions de la direction, dans l'espoir de faire changer le comportement de l'entreprise. Par contre, dans le cas de France Telecom, les investisseurs n'ont pas réagi massivement en découvrant la politique sociale de l'entreprise dont ils étaient en partie propriétaires. Même les investisseurs responsables n'ont pas tous réagi comme on aurait pu s'y attendre.

De quel problème parle-t-on ?

Il convient avant tout de préciser la nature du problème. Ce n'est pas le nombre de suicides parmi les salariés de France Telecom qui est inquiétant, ni même leur fréquence, mais leur motivation. Rien, en effet, n'indique qu'il y ait plus de suicides à France Telecom qu'ailleurs, ni même qu'il y ait plus de suicides dans cette entreprise aujourd'hui qu'il n'y en avait auparavant. Il n'existe pas, actuellement, de données suffisamment fiables et complètes pour pouvoir comparer le taux de suicide à France

⁵ Coralie Marcelo, *BP et la marée noire dans le golfe du Mexique : réactions de la Bourse* », Réseau Financement Alternatif, mars 2011. Analyse consultable en ligne : <http://www.financite.be/s-in-former/bibliotheque.fr,11,3,2,1,2995.html>

Telecom avec celui d'une entreprise semblable ou à celui de la population française salariée. Et même si le nombre de suicides peut nous impressionner, il faut rappeler que France Telecom est l'un des plus grands employeurs en France (100 000 salariés en 2009⁶) ; le nombre de 59 suicides ne veut rien dire en soi si l'on n'a pas de référence par rapport à laquelle le comparer. Ainsi, nous ne savons pas si l'on assiste ou non à une véritable « vague » de suicides, ni si le taux de suicide à France Telecom est inférieur ou non à celui de la moyenne française⁷. L'Observatoire du stress et des mobilités forcées à France Telecom, créé en 2007 à l'initiative de syndicats représentants des salariés de l'entreprise, a commencé un recensement des suicides depuis février 2008. On peut espérer que cet observatoire des conditions de travail dans le groupe, composé de scientifiques, permettra de tenir un historique fiable du nombre de suicides, condition nécessaire pour toute étude sur l'évolution de ce phénomène.

En réalité, la gravité des suicides observés dans le groupe repose sur le lien étroit qui relie certains d'entre eux aux conditions psychosociales de travail. Le travail comme source de problèmes psychosociaux n'est pas une réalité propre à France Telecom, car de nombreuses autres grandes entreprises françaises sont touchées par ce phénomène. Le Conseil économique et social estime que le nombre de suicides directement liés au travail en France est compris entre 300 et 400 par an⁸. Ce n'est pas un fait nouveau, le travail ayant toujours été une des causes de la mortalité par suicide. Il faudra attendre que des études plus poussées se penchent sur la question pour connaître l'évolution historique de ce phénomène, mais il semblerait que le travail soit une cause de plus en plus pesante dans les suicides. L'indicateur le plus spectaculaire est l'apparition, à partir des années 1990, des suicides sur le lieu de travail – manifestation à laquelle le groupe France Telecom a été exposé ces dernières années. Ce phénomène fort inquiétant était jusqu'à présent connu uniquement par les scientifiques spécialisés. Mais aujourd'hui, le sujet se popularise par suite, notamment, de la médiatisation des suicides à France Telecom. La couverture médiatique a permis de faire savoir au grand public que certaines personnes allaient jusqu'à se tuer à cause des pressions et des maltraitances psychologiques qu'elles subissaient au travail. Et cette prise de conscience a provoqué un large mouvement d'indignation. Des journalistes ont en effet indiqué qu'il y avait eu une

⁶ Selon le dernier rapport annuel 2009 de France Telecom. URL : http://www.orange.com/fr_FR/finance/documentation/rapports-annuels/att00014092/FTEL_RA2009_FR.pdf

⁷ Un statisticien déclarait dans *La Croix* le 20 octobre 2009 qu'« on se suicide plutôt moins à France Telecom qu'ailleurs ». Mais les comparaisons dont il se sert pour affirmer cela sont complètement hasardeuses. René Pardieu, « Sur une vague de suicides », *La Croix*, 20/10/09. Article consultable en ligne : <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2398353>

⁸ Selon Christian Larose, vice-président du Conseil économique, social et environnemental dans *Le Parisien*, le 13 mars 2010.

augmentation des résiliations d'abonnement à Orange « pour raisons éthiques »⁹. La population française a pris conscience du fait que le travail pouvait également tuer par épuisement psychologique et que la perversion des politiques de gestion du personnel avait une grande part de responsabilité dans ces drames.

Le rapport du cabinet d'expertise commandité par la direction de France Telecom a relevé une « néotaylorisation » du groupe, caractérisée par une déconnexion entre la conception et la réalisation des tâches, la mise en place de protocoles de travail rigides, une pression temporelle et une déresponsabilisation des salariés. Si bien que ces derniers ne maîtrisent plus ni leur temps, ni leurs méthodes de travail : ils ont l'impression d'être des robots. Le travail étant répétitif, ils n'ont plus l'occasion de mettre en pratique leur intelligence et leur sens de l'innovation. Ils perdent le goût du travail bien fait, car celui-ci n'est plus reconnu. Au surplus, les politiques d'incitation au rendement individuel et les restructurations à répétition créent une concurrence stressante entre les salariés qui perdent le sens de la solidarité professionnelle. Il faut également se souvenir que, il y a encore treize ans de cela, France Telecom était une entreprise publique. Les salariés ont, lors de la privatisation, subi une révolution totale des objectifs de leur entreprise. D'une logique de service public, tournée vers la satisfaction des usagers, ils ont vu s'implanter la logique de rentabilité absolue. Le rapport a clairement mis en évidence la perte de repères de beaucoup de salariés. Le stress s'est alors installé dans de nombreuses équipes, et ce, à tous les échelons de la hiérarchie.

Le suicide n'est que la facette la plus spectaculaire du problème, mais il n'en est pas l'unique révélateur. Les troubles psychosociaux se manifestent également par l'absentéisme, les arrêts pour maladie à répétition ou encore la baisse de productivité. Voyons donc comment les actionnaires ont réagi face à la révélation de ce problème et quel a été l'impact de leur prise de conscience sur la valeur financière et extrafinancière du groupe.

Valeur financière : le bon cap maintenu coûte que coûte !

La médiatisation des suicides n'a eu absolument aucun impact sur le cours de

⁹ Jean Botella et Anne Rosencher, « Document exclusif : les suicides à France Telecom font grimper les demandes de désabonnement », *Capital*, le 30 septembre 2009. Article consultable en ligne : <http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/document-exclusif-les-suicides-a-france-telecom-font-grimper-les-demandes-de-desabonnement-438690>

l'action de France Telecom. L'entreprise doit se battre pour conserver ses parts de marché féroce­ment convoi­­tées, ce à quoi elle réussit plutôt bien, à en croire le cours de son action, mais à un prix totalement disproportionné.

L'absence de réaction de la Bourse

La valeur financière de France Telecom, reflétée par le prix de ses actions, stagne, voire diminue légèrement, depuis la capitalisation de l'entreprise en 1998 puis en 2002.

Évolution du cours de l'action de France Telecom en euros du 1^{er} avril 2001 au 1^{er} avril 2011



SSource : site Internet de Boursorama

La dégringolade du titre jusqu'au milieu de l'année 2002 correspond à la retombée de la bulle informatique. Une fois le rééquilibrage passé, le titre de l'entreprise a toujours oscillé entre 26 € et 15 €. On note une baisse du titre à partir du deuxième semestre 2007, ce qui correspond au début de la crise financière.

Il est donc difficile de savoir si cette légère baisse du prix de l'action est due à la médiatisation des mauvaises conditions de travail à France Telecom, puisqu'elle était déjà observable avant que le scandale n'éclate (à partir de la fin de l'été 2009). Mais, les

commentateurs du monde financier ne font jamais mention des suicides ou de la mauvaise situation sociale à l'intérieur de l'entreprise pour expliquer cette dévalorisation du titre. En revanche, ce qu'ils mettent en cause, c'est la concurrence de plus en plus rude à laquelle doit faire face le groupe sur son marché historique des télécommunications en France.

Il semblerait donc que, d'une manière globale, la Bourse n'ait pas réagi à la médiatisation des suicides à France Telecom. Cette passivité des actionnaires n'est finalement pas si surprenante puisque, après tout, les suicides à France Telecom n'ont pas eu pour conséquence de faire diminuer la rentabilité de l'entreprise. Contrairement à ce qui s'est passé pour BP après la marée noire, les suicides de salariés n'ont ni fait diminuer l'activité de l'entreprise, ni engendré des coûts de réparation lourds pour l'entreprise. La direction s'est engagée à accorder 200 millions d'euros au « nouveau contrat social », mais cela n'impactera pas le revenu des actionnaires. France Telecom verse de gros dividendes et cela est n'est pas pour déplaire aux actionnaires, qu'il y ait dangerosité des pratiques managériales ou non.

Le prix de la rentabilité absolue

Si la Bourse n'a pas réagi aux suicides, il semblerait en revanche que les suicides constituent une manière de réaction aux humeurs de la Bourse. En effet, après sa capitalisation, France Telecom a éprouvé de réelles difficultés à se convertir en entreprise privée lucrative : la rude concurrence qu'elle a dû affronter a fait baisser sa rentabilité. Pour faire face à ces difficultés, l'entreprise a réalisé d'énormes investissements, mais au prix d'un très lourd endettement. En 2005, la nomination de Didier Lombard à la tête de l'entreprise a permis au groupe de sortir de ces années noires au moyen d'une politique commerciale entreprenante et d'une gestion interne draconienne. Pour ne plus entamer sa rentabilité, le groupe a dû, entre autres, licencier du personnel. Mais il toutefois était freiné dans cette direction par le statut de fonctionnaire qu'avaient gardé tous les salariés qui avaient été embauchés avant la privatisation et qui bénéficiaient donc encore de la sécurité de l'emploi. Pour contourner cet obstacle juridique, la direction élaborait le plan Next destiné à inciter 22 000 salariés à quitter d'eux-mêmes l'entreprise entre 2006 et 2008 – objectif atteint ! Un documentaire a surnommé cette stratégie « le harcèlement organisé de France Telecom »¹⁰.

¹⁰ Bernard Nicolas et Jacques Massars, *Le plan Next ou le harcèlement organisé de France Telecom*. Diffusé dans l'émission *Envoyé spécial* de la chaîne télévisée française France 2, le 30 septembre 2010.

Selon ce reportage, il s'agissait en effet de soumettre les salariés à une pression insupportable pour les pousser à partir par suite d'épuisement psychologique. Ainsi, les cadres étaient mutés vers un nouveau poste (parfois géographiquement éloigné) tous les trois ans et beaucoup de salariés ont été contraints de changer plusieurs fois de métier, sans forcément disposer des qualifications requises (on a vu par exemple des techniciens devenir commerciaux après 20 ans de carrière). De nombreux salariés ont déclaré avoir eu le sentiment qu'ils constituaient désormais une charge pour l'entreprise et qu'ils s'étaient sentis inutiles¹¹. Enfin, la pression passait aussi par des contrôles oppressants et des objectifs chiffrés imposés par l'échelon supérieur.

Didier Lombard a reçu la légion d'honneur en 2007 sur proposition du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Thierry Breton, P-DG de France Telecom jusqu'en 2005. En 2008, il recevait le « Prix de l'Innovation dans le Management de l'Innovation » et le « Grand prix : manager BFM 2008 ». Les analystes financiers se réjouissaient des résultats obtenus par sa politique générale. Car France Telecom a en effet su conserver sa position dominante sur le marché des réseaux des télécommunications en France.

Il est intéressant de noter qu'au début d'année 2009, un analyste financier relevait que l'entreprise était « bien gérée » et que cela permettait à l'entreprise de conserver une rentabilité élevée¹². Les inquiétudes portent plus sur la marge de manoeuvre de France Telecom pour agir sur le climat social sans réduire les dividendes.

Certains pointent du doigt la privatisation du groupe dans la mise en place de telles pratiques managériales et ils n'ont bien évidemment pas totalement tort. Mais toutes les privatisations ne conduisent pas à de telles dégradations. Il semble que la privatisation de France Telecom ait connu quelques ratés qu'il serait intéressant d'identifier, car ils permettraient sûrement de comprendre comment l'entreprise en est venue à de tels procédés. Il faut également préciser que l'État français est encore propriétaire de 26,65 % du groupe, il a donc aussi une grande part de responsabilité dans les décisions prises. Comment se fait-il que les pouvoirs publics n'aient rien vu, ni entendu avant que le scandale n'éclate dans les médias ? La dégradation des conditions de travail était déjà dénoncée depuis plusieurs années par les syndicats et les médecins du travail. La

¹¹ Patricia Bodet et Bernard Debord, *Orange amère*, 2009. Visionnage en ligne : <http://documentaire-streaming.com/video/506/Orange-Am%C3%A8re>

¹² Voir l'analyse financière de *Bourse-Investir* de début 2009 « Action France Telecom : analyse de la société ». Article consultable en ligne : <http://www.bourse-investir.com/action-france-telecom.html>

direction avait entendu ces plaintes puisque des actions avaient été entreprises bien avant la polémique de 2009. Enfin, l'État français n'est pas le seul à avoir négligé le contrôle des décisions prises par l'entreprise, les acteurs de la finance éthique n'ont pas tous rempli leur rôle non plus.

Valeur extrafinancière : des acteurs de l'investissement socialement responsable décevants

Les investisseurs responsables ont certes réagi plus ostensiblement que les investisseurs traditionnels, mais moins que ce qu'on était en droit d'attendre d'eux.

France Telecom perd sa réputation d'entreprise socialement responsable

Avant la médiatisation des suicides, France Telecom bénéficiait d'une image largement positive auprès des agences de notation extrafinancière et des promoteurs de fonds d'investissement responsable. Tout comme BP, elle était catégorisée dans les entreprises *best-in-class* qui sont considérées comme les plus respectueuses de l'homme et de l'environnement dans leurs secteurs d'activité respectifs. Cela valait à France Telecom de figurer parmi les dix premières entreprises de bon nombre de fonds socialement responsables.

Les réactions les plus courantes des promoteurs de fonds d'investissement responsable face à la médiatisation des mauvaises conditions de travail dans l'entreprise ont été de vendre leurs actions de France Telecom ou de leur accorder moins de poids dans leurs fonds. La Banque Triodos par exemple a exclu l'entreprise de ses fonds après une enquête de 2008 qui concluait que le groupe n'était plus *best-in-class*¹³. D'autres promoteurs se sont contentés de sous-pondérer la place de France Telecom dans leurs fonds en proportion de la baisse de la note extrafinancière du groupe. C'est le cas d'Amundi, filiale de Crédit agricole, dans ses fonds appelés « Amundi Actions France ISR » et « Amundi Actions Europe ISR »¹⁴.

France Telecom semble accorder de l'importance à la dégradation de sa réputation d'entreprise socialement responsable. En effet, depuis le scandale, le groupe met les bouchées doubles pour regagner la confiance des agences de notation extrafinancière et

¹³ Triodos, *Rapport annuel de 2009*, p. 52. Consultable en ligne : <http://www.triodos.be/downloads/downloads-nl/beleggen/triodos-sustainbale-pioneer-fund/jaarverslagen/jaarverslag-triodos-sicav-i2009.pdf>

¹⁴ Amundi, « Processus et empreinte ESG - Amundi Action France ISR », mars 2011, p. 4. Consultable en ligne : https://www.sicavetfcp.lcl.fr/doc_download&file=5112829089698312131_5112829089696820327

des promoteurs de fonds d'investissement socialement responsable. Son ambition affichée est de « devenir l'employeur de référence d'ici 2012 »¹⁵ et d'être reconnu comme un *leader* sur le plan de la responsabilité sociale des entreprises¹⁶.

La remise en cause des méthodes de travail des acteurs de la finance éthique

Comment se fait-il qu'une entreprise avec de telles pratiques managériales se retrouve dans la catégorie *best-in-class* de son secteur et dans le top 10 de bon nombre de fonds étiquetés socialement responsables ? Le rapport des Amis de la Terre a révélé qu'en septembre 2010, France Telecom était encore présent dans 26 fonds sur les 89 étudiés¹⁷.

Les agences de notation extrafinancière et les promoteurs de fonds éthiques ont-ils mal fait leur travail, ou ont-ils fait tout ce qui était en leur pouvoir, mais sans que cela ne soit suffisant pour remarquer ce genre de pratiques ? C'est difficile à dire et il faudrait, pour y répondre, mener une étude sur leurs méthodes de sélection. Mais une chose est sûre, une fois que le scandale a éclaté, les promoteurs de fonds socialement responsables n'ont pas tous réagi comme on aurait pu s'y attendre. Certains promoteurs ont légitimé la conservation de leurs actions de France Telecom par des explications boiteuses qui minimisaient la gravité de la situation. C'est le cas par exemple de La Banque Postale Asset Management qui affirmait en octobre 2009, alors que la polémique battait son plein, que France Telecom était encore admissible parmi les entreprises socialement responsables parce que le taux de suicide y était inférieur à celui de la population française en âge de travailler, ce qui est juste, mais non comparable ; ou encore parce que les actions mises en place par la direction étaient satisfaisantes, ce qui est faux puisqu'en 2010 on a enregistré plus de suicides à France Telecom qu'en 2009¹⁸.

Les agences de notation extrafinancière ont également eu une réaction décevante. Vigeo, par exemple, a retiré France Telecom des indices ESI Excellence Europe, ESI Excellence Euro et ESI Excellence Global uniquement (des indices qui sélectionnent les meilleures entreprises selon les critères du label Ethibel) en septembre 2010. Et, apparemment, elle considère encore France Telecom comme une entreprise responsable puisque celle-ci figure toujours à l'Indice ASPI Eurozone (un indice qui

¹⁵ Orange, Présentation ISR « Ressources humaines : devenir l'employeur de référence d'ici 2012 », septembre 2009. Consultable en ligne : http://www.francetelecom.com/fr_FR/finance/isr/presentations/att00015545/29092009_FranceTelecomISR_HR.pdf

¹⁶ La communication de France Telecom à ce sujet ne manque pas. Son site est riche en communiqués de presse ambitieux et une partie entière est réservée à l'investissement socialement responsable. URL : http://www.francetelecom.com/fr_FR/finance/isr/

¹⁷ Soisic Rivoalan et Yann Louvel, « Investissement socialement responsable : l'heure du tri », septembre 2010, p. 8. Rapport consultable en ligne : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/RAPPORT_ISR.pdf

¹⁸ La Banque postale, « Actu ISR n° 8 », octobre 2009, pp. 4-5. Consultable en ligne : http://www.labanquepostale-am.fr/etc/medialib/internet/fichiers/isr/actu_isr.Par.16736.File.tmp/200910_Actu_ISR.pdf

sélectionne les 120 meilleures entreprises de la zone euro selon des critères *best-in-class*)¹⁹. L'agence de notation extrafinancière britannique EIRIS a également conservé France Telecom dans son indice FTSE4Good.

Avant la médiatisation des mauvaises conditions de travail à France Telecom, le groupe s'attachait à donner une image positive de ses activités. Chaque année il éditait un rapport de responsabilité d'entreprise²⁰ dans lequel il faisait l'éloge de ses activités en termes d'inclusion au réseau des télécommunications des personnes isolées, de développement durable, de responsabilité envers les clients et les salariés, etc. Peut-être le monde de l'investissement socialement responsable s'est-il laissé prendre à cet artifice et n'a-t-il pas creusé assez profondément dans les pratiques internes de l'entreprise. Les agences de notation extrafinancière et les promoteurs de fonds socialement responsables ont en effet tendance à baser leur évaluation sur les dires des entreprises sans vérification dans les faits. Or, entre la communication des entreprises et la réalité objective, il peut y avoir un gouffre. Par exemple, avant que le scandale des suicides n'éclate en été 2009, France Telecom se disait être un « employeur responsable »²¹, veillant à la santé de ses salariés et à la prévention des risques psychosociaux. En 2006, le rapport de responsabilité d'entreprise affirmait que « le système de management de la santé et de la sécurité au travail déployé progressivement au sein du Groupe comprend principalement [...] la professionnalisation des managers en matière de santé et de sécurité par des séances de formation notamment dans le domaine de la prévention des risques ; la consultation appropriée des salariés et de leurs représentants ; la réponse systématique aux demandes des parties prenantes »²². La même année, Vigeo justifiait l'entrée de France Telecom dans l'indice ASPI Eurozone par ce petit paragraphe :

*Le management des questions environnementales a fait l'objet de progrès très importants. La culture historique du Groupe France Telecom en matière de dialogue social lui a permis de conduire à bien des négociations collectives, dans un contexte défavorable lié aux restructurations et aux questions sensibles sur les emplois bénéficiant d'un statut public. Ses efforts pour promouvoir l'accès aux télécommunications sont structurés et étendus*²³.

¹⁹ Voir la composition de l'Indice ASPI Eurozone sur le site de Vigeo <http://www.vigeo.com/csr-rating-agency/fr/311-3-2-4-indices#panel3>

²⁰ Aller sur le site de France Telecom : http://www.francetelecom.com/fr_FR/finance/documentation/rapports-annuels/

²¹ France Telecom, *Rapport de responsabilité d'entreprise 2008*. Consultable en ligne : http://www.francetelecom.com/fr_FR/finance/documentation/rapports-annuels/att00014092/rapportREDD-detaille2008_fr.pdf

²² France Telecom, *Rapport 2005. Responsabilité d'entreprise et développement durable*, p. 20. Consultable en ligne : http://www.francetelecom.com/fr_FR/finance/documentation/rapports-annuels/att00014092/rapportREDD2005_fr.pdf

²³ Vigeo, « Communiqué de presse. Composantes de l'indice ASPI Eurozone. Révision annuelle », le 15 septembre 2006, p.2. Consultable en ligne : <http://www.vigeo.com/csr-rating->

Mais si Vigeo avait prêté attention aux faits plutôt qu'à l'habile communication de France Telecom, il aurait pu remarquer le mécontentement des salariés et des médecins du travail, sans parler des syndicats, autant de témoins de la nocivité de la nouvelle organisation du travail mise en place.

Il est aussi fortement probable que les agences de notation extrafinancière et les promoteurs de fonds socialement responsables appliquent des grilles de sélection des entreprises défaillantes, qui n'accordent pas, ou peu, d'importance à la gestion du personnel et à l'organisation du travail.

Conclusion

Cette analyse montre que l'investissement socialement responsable est encore loin de devenir déterminant pour la valeur boursière des entreprises. L'action de France Telecom n'a en effet pas souffert de la révélation des mauvaises conditions de travail en vigueur dans l'entreprise. Ce qui compte avant tout en Bourse est la rentabilité financière.

Il faut également retenir que le secteur de la finance socialement responsable a des progrès à faire en termes de sélection des entreprises pouvant bénéficier d'une bonne note extrafinancière. Il est à espérer que le cas de France Telecom incitera le secteur à accorder une plus grande importance à ce qui se passe à l'intérieur des entreprises et pas seulement aux répercussions externes de leurs activités.

Coralie Marcelo

Avril 2011



CULTURE
ÉDUCATION PERMANENTE

Le Réseau Financement Alternatif est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.



Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financement Alternatif pour développer et promouvoir la finance éthique et solidaire.